

Au revoir et merci, Tony Blair !

réalisé par Marc Michaux, Isabelle Hennebelle et Marc Michaux, Emmanuel Lechypre, Béatrice Mathieu, Sébastien Julian et Franck Dedieu, Yves-Michel Riols et envoyé spécial à Londres. publié le 01/05/2007 à 11:16

Menu

L'express
L'Expansion

Partager

Tweeter

Partager

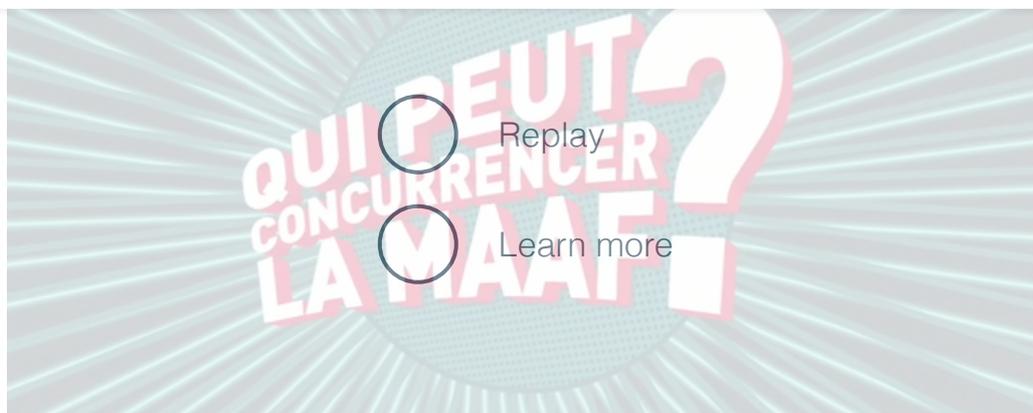
Tweeter

Whatsapp

Réagir

L'endroit paraît sorti d'un catalogue de voyages : de larges baies vitrées, des parois en bois travaillé, une entrée meublée de canapés bleus posés sur une moquette rouge. " Bienvenue au Hilton ! " plaisante Gary Phillips, l'heureux directeur de la Lilian Baylis Technology School. Située à deux pas de l'Oval, le temple du cricket anglais, cette école secondaire flambant neuve est la nouvelle attraction de ce quartier de Lambeth, l'un des plus défavorisés de Londres. Inaugurée par Tony Blair en avril 2005, l'école est devenue une vitrine de la politique sociale du gouvernement travailliste. Jusque-là, elle ressemblait à tant d'autres après les purges budgétaires de l'ère Thatcher : locaux insalubres, personnels démotivés, valse incessante des directeurs et échecs scolaires à la pelle.

La métamorphose de cette école londonienne est la concrétisation des trois priorités que le Premier ministre britannique avait affichées en arrivant au pouvoir en mai 1997 : " Education, éducation, éducation ", martelait-il à l'époque. Gary Phillips le reconnaît volontiers : " Il y a dix ans, les moyens étaient limités, et nous n'avions pas l'impression que l'éducation était valorisée. Pour nous, il y a bien eu un avant- et un après-Tony Blair. " Des propos flatteurs mais pourtant très rares aujourd'hui à l'égard d'un homme qui se prépare, à seulement 54 ans, à quitter le devant de la scène d'un pays qui lui est devenu largement hostile. Un départ précipité par son propre parti qui l'a contraint, l'année dernière, à annoncer qu'il ne serait plus en fonction d'ici à la fin de l'été. Les motifs du rejet sont connus : l'engagement en Irak et l'inévitable fatigue de l'opinion après une décennie de pouvoir. Le temps est bien loin où Tony Blair, le plus jeune chef d'un gouvernement britannique depuis les guerres napoléoniennes, électrisait ses compatriotes et fascinait une grande partie des Européens. Son charisme, son inébranlable optimisme, et le tandem qu'il formait avec Gordon Brown, son actuel ministre des Finances et successeur désigné, leur avait alors valu le surnom de " Lennon et McCartney " de la vie politique, tant tout semblait leur réussir.



Comme Margaret Thatcher avant lui, Tony Blair va sortir par la petite porte, malgré un bilan économique enviable. Et, sur ce point, les critiques se font plus rares. Le Royaume-Uni, jadis l'un des pays les moins prospères d'Europe occidentale, est aujourd'hui l'un des plus riches. Sous le gouvernement de Tony Blair, il a connu la plus longue période d'expansion de son histoire, entamée en 1992, le chômage a quasiment disparu (5,3 % des actifs), l'inflation a été maîtrisée et la dette publique a diminué (38,2 % du PIB). En une décennie, la richesse par habitant est passée de la septième à la deuxième place des sept plus grands pays industriels, à 33 000 euros en moyenne, juste derrière les Etats-Unis. Un Britannique gagne ainsi 3 800 euros de plus par an qu'un Français ! Une différence de niveau de vie flagrante à Londres, où il n'est pas rare que les restaurants refusent les cartes de crédit pour les "petites sommes". Entendez par là des additions de moins de 20 livres (30 euros)...

Dans un pays pendant si longtemps fragilisé par le syndrome du stop-and-go - cette succession de périodes de redémarrage brutal de la croissance vite brisées par des crises -, cette stabilité a eu un formidable impact sur le moral des patrons et des familles. "Tous ceux qui ont vécu avant les années 90 sont encore hantés par ces crises à répétition. Lorsque l'économie s'effondre sous vos pieds à intervalles réguliers, cela mine autant la confiance individuelle que collective", souligne Matthew Taylor, ancien conseiller de Tony Blair. Les entreprises sont les premières à se féliciter de cette nouvelle donne. "Dans son ensemble, le patronat admet que le pays se porte mieux aujourd'hui qu'il y a dix ans", convient Miles Templeman, le directeur de l'Institute of Directors, qui regroupe la fine fleur des patrons britanniques.

Cet optimisme est une des caractéristiques les plus frappantes du pays, assure Pascal Boris, directeur de BNP Paribas en Grande-Bretagne et fondateur du Cercle d'outre-Manche, un groupe de réflexion de la communauté d'affaires française. "Les Britanniques ont retrouvé la même confiance qu'avant le choc pétrolier de 1973 : ils ont la certitude qu'ils vivent mieux que leurs parents et que leurs enfants vivront mieux qu'eux, dans une démocratie prospère et apaisée."

La dernière fois que les travaillistes étaient au pouvoir, à la fin des années 70, ils avaient même dû accepter le secours du FMI ! Une humiliation qui avait ouvert un boulevard à Margaret Thatcher et contraint le Labour à une traversée du désert de dix-huit ans. En revenant aux commandes du pays, en 1997, Tony Blair et sa troupe de jeunes réformateurs se sont bien juré de ne jamais être taxés d'incompétence et d'irresponsabilité.

Il est vrai que l'héritage de Thatcher leur a amplement facilité la tâche. Elle avait déjà réalisé les grandes réformes épineuses : privatisations, déréglementation de pans entiers de l'économie, réforme du marché du travail et de la fiscalité. " Margaret Thatcher a remis en ordre l'économie et c'est le gouvernement de Tony Blair qui a permis que ces réformes portent leurs fruits ", souligne Malcolm Barr, économiste à JP Morgan Chase Bank. D'entrée de jeu, dit-il, Tony Blair et Gordon Brown ont pris deux mesures spectaculaires pour garantir la stabilité économique. D'abord l'indépendance de la Banque d'Angleterre, à qui il revient de contrôler l'inflation. Et l'adoption d'une règle d'or pour la gestion des finances publiques : maintenir la dette publique au-dessous de 40 % du PIB et n'emprunter que pour financer les investissements.

En engrangeant des excédents budgétaires record pendant son premier mandat (1997-2001) et en dépensant encore moins que les précédents gouvernements conservateurs, Tony Blair a ensuite confondu tous ceux qui le taxaient de libéral en lançant il y a six ans le plus vaste programme de dépenses publiques que le pays ait connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Leur part a ainsi bondi de 37,5 à 45,4 % du produit intérieur brut. Au point que les prélèvements obligatoires sont désormais plus lourds que ceux de l'Allemagne. Au grand dam des industriels, qui s'inquiètent pour leur compétitivité.

Cette manne a changé le visage du pays. Plus de 700 000 emplois ont été créés dans les services publics, dont 300 000 dans les hôpitaux et 224 000 dans l'éducation, où les dépenses par élève ont doublé. En 2006, le gouvernement a lancé un vaste chantier de 40 milliards de livres (près de 59 milliards d'euros) pour reconstruire ou rénover chaque école secondaire du royaume avant 2015 ! Un enfant sur trois a aujourd'hui accès à une crèche, contre un sur dix en 1997. " Tony Blair a opéré une redistribution significative des revenus, écrit Andrew Rawnsley, chroniqueur respecté de *The Observer*. Si le Royaume-Uni demeure toujours un pays très inégalitaire, les conditions de vie du tiers le moins favorisé de la population se sont améliorées, même si ces progrès ont été essentiellement payés par les classes moyennes plutôt que par les très riches. "

hausse d'impôts, dit-il. Après Tony Blair, aucun parti ne pourra être élu en promettant de réduire la dépense publique. Le centre de gravité de la vie politique s'est déplacé vers un nouveau consensus social-démocrate. "

Cette vaste rénovation des services publics s'est aussi accompagnée d'une gestion innovante. Contrairement à la France, les employés de l'Etat ne sont pas des fonctionnaires, hormis une petite minorité. Ils ont les mêmes contrats que les salariés du privé et sont soumis à une culture du résultat. Ici, les enseignants sont payés au mérite, sans que cela choque personne. La gestion des écoles défilantes peut être confiée à des entreprises, le placement des chômeurs est en partie effectué par des agences privées, et les hôpitaux ont des cahiers des charges très stricts.

Pour mesurer l'ampleur de cette évolution, il suffit de se rendre au siège de la confédération syndicale britannique (TUC). On y croise peut-être dans l'entrée une exposition de photos vantant les mérites du régime cubain, mais le discours d'Adam Lent, le chargé des affaires économiques, est à mille lieues des diatribes castristes. " Il est nécessaire, dit-il, de préserver la flexibilité du marché du travail pour éviter le chômage structurel qui frappe tant de pays européens. " Un propos qui ferait bondir ses homologues français ! Dans le même élan, Adam Lent réfute le cliché de jungle sociale appliqué au Royaume-Uni, en énumérant la longue liste de mesures sociales introduites par le gouvernement travailliste (lire ci-contre). " La Grande-Bretagne n'est pas une petite Amérique ", insiste-t-il. Le temps de travail hebdomadaire y est équivalent à celui de la France, mais la précarité y est moins forte : le nombre de salariés ne bénéficiant que du salaire minimal est deux fois plus élevé dans l'Hexagone (2,9 millions) qu'outre-Manche (1,3 million). Un constat formulé également par Denis MacShane, député travailliste et ancien ministre des Affaires européennes. " Le Royaume-Uni de Tony Blair a su éviter les brutalités sociales de l'Amérique de George Bush, l'incompétence économique de l'Italie de Silvio Berlusconi et les crises sociales de la France de Jacques Chirac. "

Au-delà des chantiers économiques et sociaux, les années Blair se sont aussi traduites par un vaste toilettage des institutions : réforme de la Chambre des lords, création d'un Parlement écossais et d'une assemblée galloise, élection d'un maire de Londres. Sa grande réussite aura surtout été de faire taire les armes en Irlande du Nord. Là où le bât blesse, en revanche, c'est sur l'Europe. " Si Blair a défendu avec talent la cause britannique en Europe, il n'a pas réussi à défendre la cause européenne en Grande-Bretagne ", estime Philip Stephens, commentateur avisé du *Financial Times*. Mais Denis MacShane plaide les circonstances atténuantes : " Comment voulez-vous convaincre les Britanniques d'abandonner la livre quand de nombreux pays de la zone euro sont si peu performants ? "

 Au revoir et merci, Tony Blair !

 Au revoir et merci, Tony Blair !

 Au revoir et merci, Tony Blair !

 Au revoir et merci, Tony Blair !

Un plein-emploi retrouvé

Pour plus d'efficacité, le placement des chômeurs est en partie réalisé par des agences privées.

Une éducation refondée

D'ici à 2015, toutes les écoles secondaires du royaume seront rénovées ou reconstruites.

Un système de santé modernisé

Pas moins de 300 000 personnes ont été recrutées dans le secteur hospitalier.

Des entreprises revigorées

Tony Blair au congrès de la CBI, l'équivalent britannique du Medef. Les entreprises, hors secteur financier, ont enregistré en 2006 un taux de profits record de 15,2 %.

Une Banque d'Angleterre crédibilisée

Tony Blair et Gordon Brown (à droite) ont séduit la City en accordant son indépendance à la Banque d'Angleterre.

Dix avancées sociales de la décennie 1997-2007

Reconnaissance du droit syndical. *Toutes les entreprises de plus de 25 salariés doivent accepter la présence d'un syndicat. C'est la première fois que ce droit a été inscrit noir sur blanc dans la législation britannique.*

Création d'un salaire minimal. *Il a augmenté de 40 % depuis 1999. Il existe deux tarifs horaires : 4,45 livres (6,77 euros) pour les jeunes de 18 à 21 ans, et 5,35 livres (7,93 euros) pour les adultes. Le smic en France est de 8,27 euros de l'heure.*

Augmentation de la durée des congés annuels, *passant de deux à quatre semaines par an.*

Limitation de la reconduction des CDD, *jusque-là non réglementée.*

Création d'un congé de

paternité *pouvant atteindre vingt-six semaines.*

Rallongement du congé de maternité *de six à neuf mois en avril 2007.*

Obligation pour les employeurs d'accorder un temps de travail flexible aux salariés qui s'occupent de personnes handicapées ou très malades.

Les périodes d'essai, qui étaient de deux ans, ont été ramenées à un an.

Fin de la discrimination salariale. A fonction égale, salaire égal entre les hommes et les femmes employés par les collectivités locales.

25

AILLEURS SUR LE WEB

Contenu proposé par Taboola

Star Academy : ce qu'ils sont devenus est impressionnant !

TDN

Renforcez les relations avec vos clients pour dynamiser les ventes

Microsoft

3000 logements neufs à découvrir et calcul gratuit d'emprunt à taux 0%

Nexity

Les joueurs du monde entier ont attendu ce jeu !

Grepolis - Jeu en ligne gratuit

Casting photo exceptionnel pour des femmes de plus de 50 ans !

Blancheporte.fr

Innovez avec l'apprentissage automatique dans le Cloud

Microsoft Azure

par Taboola
